

# Extension du parlement : la dernière pièce du puzzle a coûté 600 000 €

**La Wallonie est enfin propriétaire de toute la zone nécessaire à l'extension de son parlement.**

La dernière parcelle lui a coûté 600 000 €. Il n'y a pas eu de surenchère, assure-t-on.

## ● Bertrand LANI

**T**ous les feux sont au vert pour le projet d'extension du parlement wallon.

Pour rappel il est notamment question de créer une Maison des parlementaires qui jouxtera les infrastructures actuelles. Il a fallu pour se faire, que les pouvoirs publics se rendent propriétaires des habitations du périmètre concerné, dans la rue Notre-Dame et côté boulevard Baron Huart. *« Il y a eu quelques difficultés du fait que le projet est ancien. Il est en gestation depuis neuf ans et en autant d'années, des personnes différentes se sont succédé. Il restait donc une parcelle à acquérir. Cela a été fait dernièrement »*, explique Frédéric Janssens, greffier au parlement.

Une zone pivot dans le projet puisque, à cet endroit, les plans prévoient la création d'une future salle de commissions. *« Cela ne change rien du tout au projet »*, continue notre interlocuteur.

## Deux ans de travaux

De bonne source, on sait que la Région a déboursé la somme colossale de 560 000 € pour une habitation, qui nous a été décrite *« comme étant une demi-ruine »*. À cela s'ajoute, l'achat d'une cour extérieure d'une surface de 16 m<sup>2</sup>, adjugée à 40 000 €. La dernière pièce du puzzle nécessaire à la future extension a donc coûté la somme de 600 000 €. Pour rappel, le budget global qui a été dégagé pour mener le projet dans sa globalité a été évalué à 10 millions €. *« Il y a un comité d'acquisition. Je ne peux pas commenter les montants »*, précise Frédéric Janssens. Les pouvoirs publics ont-ils été contraints, par le propriétaire de l'ultime parcelle, de cracher au bassinet ? Non, assure le greffier. *« Je peux vous dire qu'on se situe dans la fourchette de ce qui a été déboursé par ailleurs. Il n'y a pas eu de surenchère. »* Les travaux devraient démarrer début de l'année prochaine. Ils dureront deux ans. ■